

Avis relatif à la présence de périmètres de protection, d'infrastructures et d'ouvrages
Modification n°1.10 PLU Dompierre sur Yon

Modification n°1.10 PLU Dompierre sur Yon

Présentation générale de l'Alimentation en Eau Potable en Vendée

Les 19 communautés de communes et d'agglomération de Vendée et la commune de l'île d'Yeu ont pris la compétence « eau potable » au 1er janvier 2018, par anticipation de l'échéance définie par la loi NOTRe ; à la même date, elles ont transféré cette compétence à **Vendée Eau**.

Ainsi, **Vendée Eau** exerce la compétence « eau potable », production et distribution, sur 256 des 258 communes en Vendée ; seules les communes de ROCHESERVIÈRE et SAINT PHILBERT DE BOUAINES n'en font pas partie.

Vendée Eau, syndicat départemental de l'alimentation en eau potable de la Vendée, a été créé en 1961 pour organiser un Service public de l'eau potable performant et de qualité, mutualisé à l'échelle du département ; le prix unique de l'eau potable pour tous les abonnés en est le principe fondateur, toujours appliqué.

Périmètre de Protection

Situation du projet

A - Projet dans Périmètre de Protection (PP) en vigueur : Non

Le projet de modification n°1.10 porte sur les points suivants :

- Objet 1 : Mise en conformité du règlement de la zone UB / hauteur des bâtiments
- Objet 2 : Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU du centre bourg pour permettre la réalisation du projet immobilier « Arts Solos » et création d'une OAP « Centre-bourg »
- Objet 3 : Ajustement de l'OAP - Secteur du séjour et de l'Eraudière
- Objet 4 : Ajustement des règles de clôtures
- Objet 5 : Suppression de l'emplacement réservé n°4
- Objet 6 : Ajout d'une haie à préserver

Les éléments objet de la modification n°1.10 ne se situent pas au sein de la servitude AS1 instaurée par l'arrêté préfectoral de DUP du 25 octobre 1973 relatif à l'instauration des périmètres de protection.

L'ensemble de ces arrêtés sont disponibles sur le site internet de Vendée (<https://www.vendee-eau.fr/> dans l'onglet L'eau et moi / Je protège l'eau / Mise en œuvre des périmètres de protection) et la cartographie sur le site de GéoVendée

Prise en compte de l'arrêté de DUP dans le projet

L'arrêté de DUP instaurant les périmètres de protection autour de la retenue de Moulin Papon du 25 octobre 1973 et constituant la servitude AS1 en vigueur n'apparaît pas sur les documents transmis (graphiques, règlement...). Cette servitude doit être annexée au document d'urbanisme qui doivent être mis en conformité avec cet arrêté.

Avis

Note explicative :

§2.4.1 p20 : ce paragraphe pourrait être mis à jour notamment car le SIAEP Vallée du Marillet a été dissous en 2017. Dès lors, Vendée Eau a repris la compétence production pour compléter sa compétence distribution.

P36 : La modification du règlement écrit portant sur l'Art UA13 et supprimant l'obligation du maintien ou du remplacement des plantations en zone OAP n'est pas de nature à conserver et à maintenir les zones végétalisées ou boisées contribuant à l'amélioration de la qualité de l'eau.

Les projets d'ouverture à l'urbanisation du secteur « Arts Solos » et les modifications des OAP ne sont pas contraires aux prescriptions de l'AP de 1973.

Le projet se situant néanmoins dans le bassin versant de Moulin Papon, il est nécessaire de prendre en compte l'enjeu la protection de la ressource en eau.

B - Projet dans un PP en cours d'élaboration : oui

Le projet de révision des périmètres de protection est en cours et sera soumis à enquête publique du 24 novembre au 8 décembre 2025. Le projet de révision a été porté à la connaissance de la commune de Dompierre dans le cadre de la phase de concertation relative au projet de révision (tracé et prescriptions) lors de différents échanges :

- 19/12/2019 : Réunion avec la commune
- 10/12/2020 : Réunion de concertation avec l'ensemble des collectivités concernées par le projet
- 03/03/2021 : Réunion avec la commune
- 05/10/2021 : Réunion avec la commune et l'Agence Régionale de Santé

Lors de ces échanges ces projets « Arts Solos » et « Centre-bourg » ont été abordés car ils se situent dans le projet de périmètre de protection rapprochée zone sensible et celui de « Arts Solos » concerné particulièrement par la bande de 50 m prévoyant des restrictions de constructibilité.

Aussi, lors de cet échange en 2021, il a été convenu entre la Commune, l'ARS et Vendée Eau que la commune puisse examiner, avec le porteur de chaque projet, la conception de celui-ci en conformité avec les prescriptions du projet de révision des périmètres de protection autour de la retenue de Moulin Papon.

Les éventuels dépôts de permis de construire découlant des projets de la commune seront examinés au regard du projet de révision des périmètres de protection dès lors que l'arrêté révisant les périmètres de protection sera pris notamment au regard :

- des prescriptions générales avec les interdictions suivantes :
 - la création de toute activité industrielle, commerciale ou artisanale susceptible de contaminer les eaux prélevées, par ses rejets dans le milieu naturel. Pour les installations existantes, le stockage « non-sécurisé » de produits toxiques (ex : non entreposés sur une cuvette de rétention de capacité au moins égale au volume stocké) est interdit,
 - le rejet non épuré des eaux de ruissellement des voiries ou des zones urbanisées (zones d'activités comprises) dans la retenue ou ses affluents (sous réserve pour les rejets existants de faisabilité technique et économique de l'aménagement, qu'il

s'agisse par exemple d'un traitement par des ouvrages de génie civil, par épuration naturelle ou du déplacement du rejet à l'aval du barrage). Par ailleurs, les fossés enherbés sont à privilégier aux fossés busés,

- la suppression des espaces boisés, sauf si projet d'intérêt général. En zone urbaine ou à urbaniser (dans le respect des limites posées aux droits à construire), le déboisement est toléré dans la limite totale de 250 m² pour la réalisation d'une habitation, y compris son extension, ses aménagements et ses annexes. L'exploitation du bois reste possible.
- des prescriptions spécifiques à la zone sensible avec les interdictions suivantes :
 - Toute nouvelle construction distante de moins de 50 mètres de la retenue (comptés en projection horizontale à partir du niveau légal de la retenue fixé à la cote 55 mètres NGF) ou des cours d'eau permanents hormis celle nécessitée par :
 - ✓ l'exploitation de la ressource en eau,
 - ✓ le changement d'affectation pour un usage d'habitation (création d'un seul logement à caractère mono-familial),
 - ✓ l'extension ou la rénovation de l'habitat existant, la création d'annexe à l'habitation (accollée ou non) : sans création de logement supplémentaire,
 - ✓ l'intérêt général,
 - l'ouverture de nouveaux secteurs d'urbanisation au sein des documents de planification,
 - la création de parkings présentant des risques de pollution ponctuelle ou accidentelle de la retenue,
 - la création d'axes routiers et ferroviaires (sauf si nécessité par la sécurisation : des voies ou d'une zone d'habitations existante),
 - la suppression des haies et l'arasement des talus sans mesures de compensation adaptées. Le linéaire de haies implanté doit être au moins égal à celui qui sera détruit dans le cadre du dispositif dérogatoire réglementaire, être entretenu de manière à assurer un état fonctionnel vis-à-vis de l'écoulement de l'eau et être situé à proximité immédiate du site affecté.
- des prescriptions de travaux et aménagements suivants :
 - les bassins de rétention des eaux pluviales dont l'exutoire est la retenue ou ses affluents sont équipés d'un dispositif de confinement (sous réserve pour les bassins existants de faisabilité technique et économique),
 - toute disposition (relative à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées) est prise pour limiter l'impact des systèmes d'assainissement collectif sur la qualité de la ressource (ex : diagnostic du réseau ; suppression des surverses vers le milieu naturel ; ...),

Par ailleurs, la commune ne peut omettre sa connaissance du projet de révision et peut anticiper au sein de son document d'urbanisme et au sein des projets eux-mêmes le projet de révision des périmètres de protection (ce à quoi elle s'était engagée en 2021) ce qui n'est aucunement abordé dans le projet transmis.

Pour rappel l'enquête publique sur la révision des périmètres de protection se déroulera du 24 novembre au 8 décembre 2025. Le commissaire enquêteur remettra son avis tout début 2026 puis le CODERST examinera le projet d'arrêté qui sera ensuite mis à la signature du préfet.

Il est rappelé que les servitudes instaurées par ces arrêtés sont impactantes dans les périmètres de protection rapprochée sensible et complémentaire en matière d'urbanisme.

Ouvrages et infrastructures :

Le système d'alimentation en eau potable vendéen est composé de différents éléments interconnectés entre eux.

Les ouvrages d'eau brute

Il s'agit principalement des ouvrages de stockage de l'eau brute, ayant comme origine des eaux de surface (barrages et sa retenue associée ou carrière réaffectée à cet usage), mais également des éventuelles stations de pompage en eau brute permettant de les remplir ou de compléter leur niveau.

Les retenues constituent les principales ressources en eau brute de Vendée (environ 90 % des volumes produits).

Lorsque les conditions d'exploitation le permettent, les captages d'eau souterraine viennent compléter les ressources en eau de surface.

Les ouvrages d'eau potable

Il s'agit dans un premier temps des usines de production d'eau potable qui prennent place sur les différentes ressources, qu'elles soient souterraines ou de surface.

Ces usines envoient l'eau potable produite vers des réservoirs de stockage d'eau potable (réservoirs sur tour ou « château d'eau » et bâches au sol). Ces derniers assurent un rôle de régulation entre la production et la demande en eau potable, permettant ainsi de lisser les pointes horaires.

Ces réservoirs et les différentes usines de production sont reliés entre eux par des conduites d'eau potable de fort diamètre, appelées « feeders ».

Enfin, des conduites de dimension plus faibles assurent la distribution jusqu'au compteur des abonnés.

La circulation de l'eau dans ces différents ouvrages est assurée par des stations de pompage ou de surpression.

En règle générale, les ouvrages de production sont couverts par un arrêté préfectoral qui fixe leurs modalités d'exploitation.

Les principes à prendre en compte au niveau de l'aménagement du territoire sont listés dans la présente note.

Usine de production

Comme tout site industriel, une usine de production est susceptible de générer des nuisances, notamment auditives (station de pompage, compresseur d'air, ...).

Pour assurer le bon fonctionnement du site, ce dernier doit être alimenté à fréquence régulière en réactifs, qui sont généralement livrés en grosse quantité par des véhicules lourds.

Certains ateliers nécessitent une maintenance lourde pouvant faire appel à des engins de chantier, tels que grue, chargeurs, etc...

Il est donc raisonnable de ne pas envisager l'implantation d'habitations à proximité immédiate du site de production.

- Aucune usine de production sur le territoire

Réservoir sur tour

Les réservoirs sur tour peuvent être de forte hauteur (jusqu'à 70m).

En soit, ils ne génèrent pas de nuisances particulières, si ce n'est leur ombre projetée et le risque (normalement négligeable) de chutes d'éléments depuis le fût ou la coupole.

Du fait des opérations de maintenance sur le fût et la coupole, il est fortement indiqué, lorsque c'est possible, de laisser une zone non aedificandi de 10 m par rapport à la verticale de la coupole.

Du fait de leur hauteur, certains réservoirs abritent également des équipements de radiocommunication.

Ils peuvent être parfois couplés à des stations de surpression.

- Aucun réservoir sur tour sur le territoire

Bâches au sol

Les bâches au sol ne présentent en elles-mêmes aucune contre-indication urbanistique. Elles sont généralement assez discrètes.

Elles sont cependant parfois couplées à des stations de surpression.

- Aucune bâche au sol sur le territoire

Station de pompage / Surpression

Ces installations accueillent des pompes de forte puissance et sont donc bruyantes.

Même si Vendée Eau prend un soin particulier à calfeutrer phonétiquement ses installations, il n'en demeure pas moins qu'une station de pompage peut représenter une nuisance sonore.

Pour cette raison, il est préférable de ne pas favoriser l'implantation d'habitations à proximité immédiate de ces sites.

- Aucune station de pompage sur le territoire

Feeders

En règle générale, les conduites d'alimentation en eau sont installées en domaine public routier.

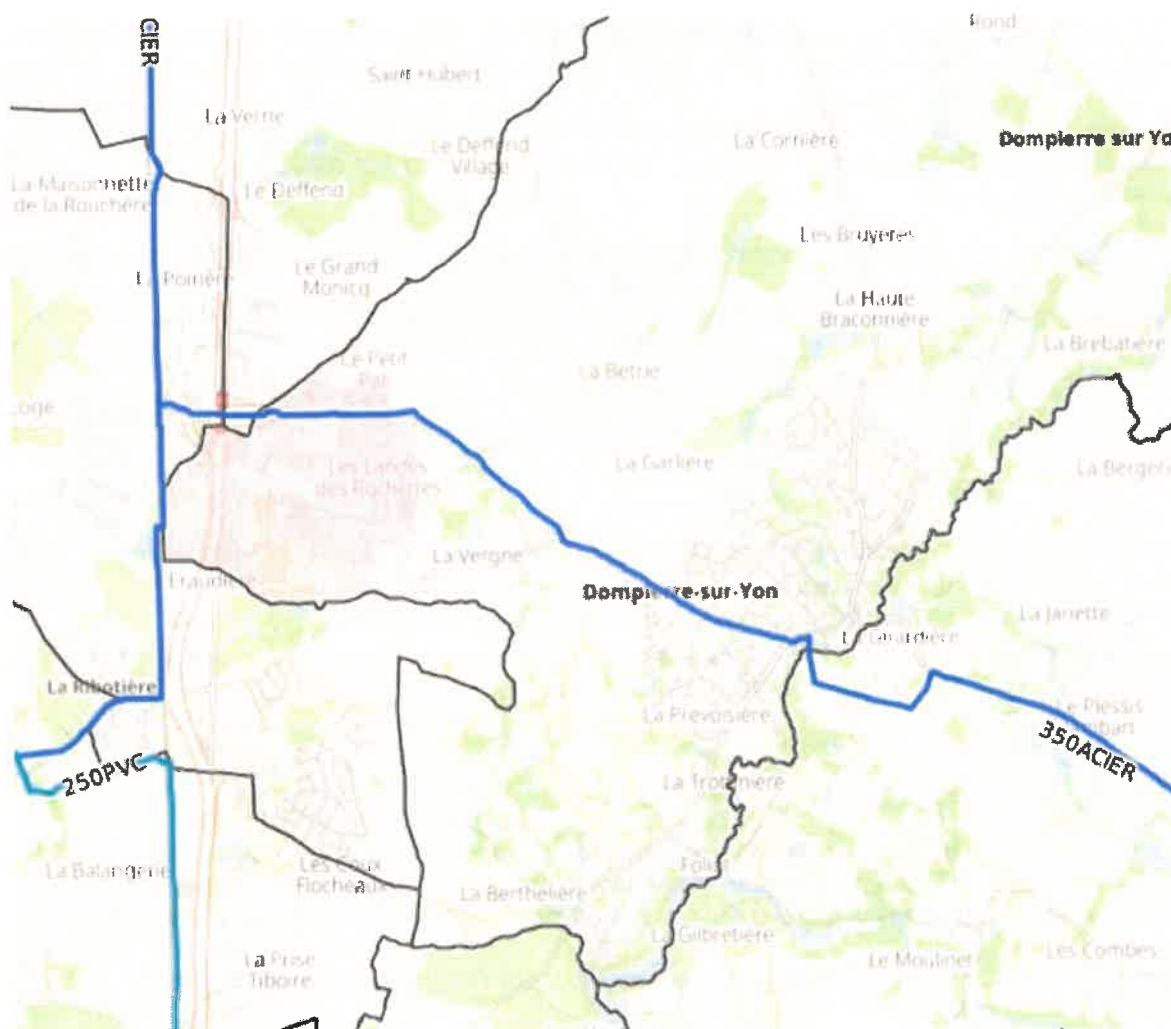
Cependant, en milieu rural, pour réaliser d'importantes économies d'échelle, les feeders et les conduites d'eau brute peuvent être installées en terrain agricole.

L'installation de ces conduites fait alors l'objet d'une convention avec le propriétaire et l'exploitant, qui se voient indemnisés de la gêne subie.

Pour des raisons d'exploitation et de sécurité, il est strictement interdit de construire à la verticale de ces conduites et sur une largeur de 2 m par rapport à l'axe de la conduite.

Compte-tenu des coûts représentés par le déplacement d'une telle infrastructure, il convient donc de maintenir autant que faire se peut le statut agricole des parcelles concernées.

La cartographie ci-jointe reprend sur le territoire de votre commune l'ensemble des ouvrages concernés par la présente note.



La commune de Dompierre sur Yon est traversée par une canalisation de transport Ø350 mm, qui relie le réservoir de la Ferrière à celui de Belleville.

Desserte par les réseaux

Vendée Eau finance et réalise, dans le cadre de son programme annuel de travaux, les investissements relatifs à la production, à l'amélioration de la ressource et de la qualité de l'eau, à l'adduction principale et aux interconnexions, aux renforcements et aux renouvellements de réseaux, ainsi que les extensions du réseau pour desservir les habitations principales anciennes encore alimentées par un puits particulier. Les besoins spécifiques liés à la défense incendie sont à la charge exclusive des communes.

Les travaux d'extension du réseau public pour desservir une maison neuve, un lotissement, une activité nouvelle, une résidence secondaire, etc... voire des travaux de renforcement localement nécessaires pour alimenter un nouveau lotissement ou un besoin nouveau important, sont aussi réalisés par Vendée Eau, mais ils sont financés par la commune ou le demandeur en application du Code de l'Urbanisme, pour la partie des extensions réalisées sous voie publique. Vendée Eau est maître d'ouvrage de ces travaux : il s'agit alors de Travaux Hors Programme qui sont définis dans le règlement du Service de distribution d'eau.

Le règlement du Service impose aussi que chaque logement, chaque construction ou chaque activité, dispose de son propre branchement particulier sur le réseau public, le regard de compteur étant implanté sur la partie de la propriété à jouissance privative ; il en résulte en particulier que la desserte d'un ensemble privé de logements doit être réalisée par un réseau public au sein de la propriété privée. Les immeubles collectifs qui ne peuvent pas respecter cette règle sur le plan technique, en particulier les immeubles verticaux, doivent être équipés d'un branchement particulier avec un compteur général « par cage d'escalier » et chaque logement doit disposer d'un compteur individuel. Vendée Eau est également maître d'ouvrage de ces travaux, qui sont à la charge du demandeur ; il s'agit aussi de Travaux Hors Programme.

Le Directeur des Services Techniques
Olivier DESPRETZ



